

Projets d'appui de l'Union européenne dans le domaine statistique au Burkina Faso : quels résultats ?

A. Brilleau, A. A. Njoya et B. Ouedraogo*

Le présent article s'inscrit dans le cadre de l'appui au secteur statistique en Afrique subsaharienne. Il présente et fait le bilan de quatre projets de soutien au secteur statistique au Burkina Faso financés par l'Union européenne (UE) entre 2005 et 2021, auxquels ont participé les auteurs. Son objectif est de rendre compte et d'évaluer cet appui afin d'en tirer des leçons pour améliorer son impact dans le futur et pour une meilleure redevabilité. Après une présentation des projets, l'article expose les principales activités menées et évalue les réussites et les échecs de ces projets en analysant leurs causes.

Introduction

De nombreuses initiatives ont été entreprises au cours des dernières décennies pour augmenter la production et la qualité des statistiques en Afrique. On peut citer notamment la création de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat, 1996) ; l'élaboration du Cadre stratégique régional de référence (CSRR, 2006) ; l'adoption de la Charte africaine de la statistique (2009), des Stratégies pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA 2010-2016 et SHaSA2 2017-2026), du Système général de diffusion des données (SGDD, 1997), des Stratégies nationales pour le développement de la statistique (SNDS, depuis 2006) ; l'organisation des Symposiums africains sur le développement de la statistique (SADS) ; la mise en place du Comité de coordination de la statistique en Afrique (CCSA, 1992), etc. Ces initiatives ont été portées par les gouvernements et les responsables des systèmes statistiques nationaux (SSN) et appuyées par les partenaires au développement, notamment la Banque mondiale, les Nations unies, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, l'Union africaine, Paris21-OCDE, les coopérations

bilatérales, les communautés économiques régionales et Afristat.

L'assistance dans le domaine statistique en Afrique se présente actuellement sous les formes suivantes : l'assistance technique auprès des instituts nationaux de la statistique (INS), le financement d'opérations statistiques ponctuelles avec ou sans assistance technique, les projets d'appui aux INS ou aux systèmes statistiques nationaux (SSN) en totalité ou en partie avec assistance technique (permanente et/ou ponctuelle) et financière.

Cette aide a émané de nombreux instruments financiers (*trust fund*) d'accompagnement du développement en général et de renforcement des capacités statistiques en particulier, parmi lesquels on peut citer le Fonds européen de développement, le Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques (TFSCB), le Fonds catalytique du *Statistics for Results Facility* (SRF-CF), ou encore le programme de renforcement des capacités statistiques STATCAP tels que recommandé par l'action 3 du Plan d'action de Marrakech pour la statistique (PAMS).

Ces initiatives et appuis au développement de la statistique ont indéniablement permis de réaliser des

*Alain Brilleau est conseiller du Directeur général d'Afristat, il était chef d'équipe de l'assistance technique des trois premiers projets présentés dans cet article abrilleau@yahoo.fr, Arouna Anjuenneya Njoya est consultant, il était assistant technique dans les trois premiers projets et chef d'équipe de l'assistance technique du quatrième projet njoyarouna@yahoo.fr, Boureima Ouedraogo est Directeur général de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso depuis 2018. Il a travaillé sur les quatre projets en tant que cadre de l'INSD, puis responsable de structure bénéficiaire au sein du ministère de la santé et consultant boureimaoued@gmail.com

avancées notables en matière de production de statistiques de qualité pour éclairer les décisions politiques et appuyer la mise en œuvre des programmes de développement. Sur cette question spécifique, un dossier spécial de la revue *Afrique contemporaine* a d'ailleurs été publié en 2016 (Bedecarrats et alii, 2016), qui met en évidence plusieurs tendances positives sur les évolutions de la qualité des données en Afrique même si le bilan global reste mitigé. En effet, les systèmes statistiques africains souffrent toujours actuellement de différentes sortes de maux systémiques tels que l'insuffisance des ressources humaines, financières¹, et de capacités institutionnelles ; le peu de statistiques disponibles, l'insuffisante couverture des secteurs, l'inadéquate coordination des activités statistiques et le peu de considération accordée aux spécificités africaines lors des définitions de normes internationales.

Afin d'améliorer l'impact de ces initiatives et pour une meilleure redevabilité, les appuis à la statistique sont (de plus en plus) évalués. On trouve ainsi dans la littérature de nombreux rapports et articles proposant un retour d'expérience et/ou une évaluation des projets et appuis dans ce secteur. On peut par exemple citer un numéro spécial de *Statéco* (n°95-96-97) consacré au projet Madio, publié en 2000. Ce projet, mis en place à Madagascar de 1994 à 1999, visait la réhabilitation de l'appareil statistique national. Parmi les articles de la revue, Roubaud (2000) dresse un bilan des raisons qui expliquaient le succès du projet. Il pointe notamment une équipe jeune et dotée d'une solide formation supérieure, une capitalisation des savoirs comme facteur clé de la réhabilitation institutionnelle, la confiance des bailleurs malgré la défaillance des procédures administratives, le rôle central de l'assistance technique de longue durée pour initier des résultats solides, le leadership du chef de projet et enfin l'implication du bénéficiaire.

On peut également mentionner l'évaluation de la coopération entre la France et l'Afrique dans le domaine statistique, menée par le cabinet IRG-C (2015). Parmi les raisons du succès global des appuis, l'étude souligne particulièrement la cohérence de l'approche d'ensemble, la qualité des compétences de l'assistance technique et la mise en avant d'une logique d'appropriation. Parmi les faiblesses, elle souligne la faible visibilité de la coopération statistique.

Le présent article s'inscrit dans le cadre de l'appui au secteur statistique en Afrique sub-saharienne. Il établit le bilan de quatre projets de soutien au secteur statistique au Burkina Faso entre 2005 et 2021, financés

par l'UE. Son objectif est de rendre compte et d'évaluer cet appui, afin d'en tirer des leçons pour améliorer son impact dans le futur et pour une meilleure redevabilité. Après une présentation succincte des projets, l'article expose les principales activités menées et évalue les réussites et les échecs en analysant leurs causes.

Projets d'appui et activités réalisées

De 2005 à 2021, l'UE a financé quatre projets d'appui : le projet d'Appui au renforcement des capacités statistiques (ARCS), le projet d'Appui au renforcement des capacités du Système statistique national (ARC-SSN), le volet « Statistiques » du Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques (PAR-GS/VS) et le sous-programme « Statistiques » du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS/SPS).

Ces projets, qui ont été exécutés par des bureaux d'études recrutés par appels d'offres, sont présentés en détail dans le tableau 1. On peut préciser que d'autres projets d'appui européens ont été exécutés durant cette période au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad et au Togo. Par ailleurs, le Burkina Faso a bénéficié, de 2005 à 2021, d'autres projets d'appui à la statistique, financés par la Banque mondiale et la Coopération suédoise, ainsi que d'appuis financiers pour la réalisation d'opérations ponctuelles d'enquêtes et de recensements (recensement général de la population et de l'habitation, enquêtes auprès des ménages, etc.).

Renforcement institutionnel

Sur le plan institutionnel, le principal appui a été apporté aux révisions des textes règlementant les activités statistiques au Burkina Faso en 2007 et en 2018, à savoir la loi portant organisation et réglementation des activités statistiques, le décret portant attributions, organisation et fonctionnement du SSN et l'arrêté fixant les attributions, l'organisation et les modalités de fonctionnement du Comité technique de la statistique, des commissions spécialisées et des groupes de travail du CNS. Par rapport aux textes de 2007, ceux de 2018 prennent en compte les changements intervenus dans l'environnement du SSN tels que la ratification par le Burkina Faso de la Charte africaine de la statistique, la suppression du Secrétariat permanent du CNS (SP-CNS)², la création des directions des statistiques sectorielles dans tous les ministères, le développement des big data, etc.

¹ Selon le rapport 2022 de Paris21, le financement alloué à la statistique ne cesse de diminuer et représente moins de la moitié du financement nécessaire pour produire suffisamment de données pour atteindre les ODD.

² Le décret de 2007 prévoyait la création du SP-CNS et les deux premiers projets européens ont appuyé fortement la

mise en place et le fonctionnement de ce secrétariat, indépendant des structures du SSN et seulement en charge de la coordination statistique. Malgré son rôle positif joué au niveau du SSN et son appréciation aux niveaux national et africain, le SP-CNS a été supprimé en 2012 pour des raisons budgétaires.

Tableau 1

Présentation des projets d'appui à la statistique de l'UE au Burkina Faso de 2005 à 2021

Intitulé du projet	Dates (mois/année)	Objectif	Institutions bénéficiaires	Assistance technique permanente	Missions court terme (nb, durée)	Assistance financière ³	Bureaux d'études exécutant le projet
ARCS : Appui au renforcement des capacités statistiques	05/2005 - 12/2006 puis 01/2007 - 06/2008	Améliorer le fonctionnement du SSN afin de fournir des données fiables en temps opportun aux utilisateurs de l'information	INSD Min. Santé Min. Education	1 chef de mission 3 experts statisticiens sectoriels ⁴ 1 informaticien	33 missions 510 H/j	non	Consortium GOPA ⁵ /Statistika ⁶
ARC-SSN : Appui au renforcement des capacités du Système statistique national	10/2008 - 10/2010	Contribuer à mettre en œuvre le Schéma directeur de la statistique et à améliorer le fonctionnement du SSN	INSD Min. Santé Min. Education Min. Justice Min. Emploi	1 chef de mission 4 experts statisticiens sectoriels 1 informaticien	16 missions 155 H/j	1,5 million euros	Consortium GOPA/Statistika
PAR-GS/VS : Programme d'appui au renforcement de la gestion des finances publiques et des statistiques / Volet Statistiques	01/2012 - 01/2016	Renforcer les capacités organisationnelles et techniques du SSN pour améliorer la production statistique	INSD – CNS 17 ministères 28 structures	1 chef de mission 1 expert diffusion et utilisation des données 1 expert économiste 4 experts statisticiens sectoriels ⁷ 1 informaticien	24 missions 240 H/j	1,8 million euros	Consortium GOPA/Statistika
PAGPS/SPS : Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques / Sous-programme Statistiques	12/2017 - 03/2021	Renforcer le SSN et les prévisions macroéconomiques	INSD – CNS 26 ministères 30 structures	1 chef de mission 4 experts statisticiens ou économistes ⁸ 1 informaticien	20 missions 300 H/j	1 million euros	Consortium GOPA/CESO ⁹ /ENS EA ¹⁰

³ L'appui financier avait pour but de financer l'organisation de réunions et ateliers de travail, la collecte de données administratives, l'impression de nouvelles publications statistiques et l'équipement de matériels informatiques et de reprographie

⁴ Santé, éducation, justice.

⁵ GOPA (Gesellschaft für Organisation, Planung und Ausbildung) est un bureau d'études allemand.

⁶ Statistika est un bureau d'études burkinabè.

⁷ (1) statistiques agricoles ; (2) statistiques économiques et financières sectorielles ; (3) statistiques sociales ; (4) statistiques décentralisées et environnementales

⁸ Un statisticien d'enquête, un expert en statistiques administratives, un expert en analyse trans-sectorielle en appui au suivi du Plan national de développement économique et social et un expert en modélisation macroéconomique.

⁹ CESO est un bureau d'études portugais.

¹⁰ ENSEA (École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée) est une école publique qui forme les statisticiens et économistes pour l'Afrique francophone

Par ailleurs, un Fonds de développement de la statistique a été créé en 2016 sous la forme d'un Compte d'affectation spéciale du Trésor. Ce fonds doit permettre de coordonner efficacement la recherche et la mobilisation de fonds nationaux et internationaux, en vue de garantir notamment la réalisation, à bonne date, des opérations statistiques de grande envergure (ex. enquêtes nationales, recensements, etc.).

Des textes ont été également proposés pour la mise en place d'une gestion centralisée du personnel statisticien afin de permettre : (i) de donner au personnel statisticien du SSN les mêmes possibilités de carrières à qualifications et compétences égales ; (ii) de mettre en place un système de rémunération motivant, équitable et transparent ; (iii) de maîtriser et réguler les flux de diplômés formés à tous les niveaux de qualification ; (iv) de développer les capacités et les compétences du personnel statisticien par la formation continue. Dans ce cadre, l'INSD a défini en 2010, avec l'appui des projets européens, l'ensemble des postes de travail des statisticiens et démographes au sein du SSN.

Coordination statistique

Les appuis des quatre projets ont essentiellement concerné le fonctionnement du Conseil national de la statistique à travers le SP-CNS et l'INSD. Ces appuis ont permis l'amorçage de l'organisation régulière des deux sessions annuelles du CNS et de réunions des commissions spécialisées ainsi que l'élaboration de stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS) avec : la révision du Schéma directeur de la statistique (SDS) 2004-2009 et l'élaboration des SDS 2011-2015, 2016-2020 et 2021-2025¹¹. Le Burkina Faso est ainsi le premier pays d'Afrique francophone à avoir élaboré quatre SNDS et dans les délais requis.

L'assistance technique a également appuyé la production, chaque année, d'un programme statistique national (PSN) et d'un rapport statistique national (RSN)¹². Un répertoire des structures productrices de données statistiques a également été produit, ainsi qu'un recueil des concepts, définitions et méthodologies répondant aux normes nationales et internationales¹³.

¹¹ Chaque SDS comprend l'évaluation du SDS précédent, un diagnostic du SSN, la définition de la vision et des orientations stratégiques du SDS ainsi que le plan d'actions.

¹² Le PSN est un instrument de planification, de dialogue et de concertation entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques. C'est un outil de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du SDS dont il est la tranche annuelle actualisée. Le RSN est une synthèse de l'état d'exécution des activités statistiques des structures du SSN et constitue une évaluation de la mise en œuvre du PSN.

¹³ Le Répertoire des structures décrit pour chaque structure : l'ancrage institutionnel, les missions et attributions, les domaines d'activités statistiques, les contacts, les ressources humaines, matérielles et financières, les publications, etc. Le

Production statistique

L'appui européen à la production statistique s'est orienté vers la création ou l'amélioration des systèmes d'informations pour les statistiques sectorielles (tableau 2 et encadré 1), ainsi que l'élaboration de méthodologies pour des opérations statistiques ponctuelles de l'INSD ou d'autres structures du SSN (tableau 3). Cet appui a également permis d'appuyer certaines opérations statistiques de grande envergure, en partenariat avec d'autres partenaires techniques et financiers.

Quelques travaux méthodologiques, rarement réalisés en Afrique subsaharienne et pourtant très importants, ont été menés, telles que les rétroprojections de population et les projections de populations aux niveaux régional et provincial. Elles ont permis notamment de publier des indicateurs actualisés de l'éducation et de la santé.

Le quatrième projet a également permis d'appuyer l'actualisation de l'Instrument automatisé de prévision (IAP)¹⁴ et d'assurer une assistance à sa mise en exploitation et à son utilisation, notamment pour le cadrage macroéconomique et l'élaboration des scénarii du Plan national de développement économique et social 2021-2025.

Enfin, de nombreux ateliers techniques ont été organisés dans le cadre de ces projets (5 089 agents ont participé aux 155 ateliers techniques), concernant principalement l'élaboration de documents et d'outils techniques, la validation de systèmes d'information, de méthodologies, d'outils techniques et de documents/publications.

Diffusion statistique

La diffusion statistique a été certainement l'axe d'intervention privilégié des projets. Au Burkina Faso, comme dans beaucoup de pays africains, des données statistiques existent dans des domaines variés mais elles sont peu, mal, voire pas diffusées.

Les principales publications ayant bénéficié d'un appui ont été les annuaires statistiques et les tableaux de bord statistiques¹⁵ diffusés sur support papier et sur les sites

Recueil des concepts, définitions, indicateurs et méthodologies utilisées dans le Système statistique national rassemble, d'une part, les définitions des principaux concepts et indicateurs utilisés dans les publications statistiques, et d'autre part, les synthèses méthodologiques des principales opérations statistiques réalisées dans le pays. Ce recueil a été actualisé par l'INSD en 2019 et est accessible sous format papier et d'archive numérique.

¹⁴ L'IAP est l'outil officiel de prévisions macroéconomiques du Burkina Faso.

¹⁵ Les annuaires statistiques reprennent les statistiques produites par les départements ministériels chaque année et sont présentées sous forme uniquement de tableaux. Les tableaux de bord sont des documents d'analyse des données

web ministériels et du CNS. Pour faciliter l'accès libre et gratuit à certaines informations, des bases de données ont été créées et rendues accessibles sur le site web du CNS (voir tableau 4 sur les modes de diffusion des données administratives sectorielles par domaine en annexe)¹⁶.

L'accès à une bonne connexion à internet n'étant pas encore généralisé, les projets ont également permis la création d'archives documentaires numériques, diffusées sur CD-Rom et clés USB, contenant l'ensemble des publications statistiques, les bases de données statistiques ainsi que certains documents officiels. Ces activités ont aussi permis aux structures bénéficiaires de se constituer pour la première fois une archive numérique de leurs propres publications.

Un autre axe important d'intervention a été la création du site web du CNS afin d'y diffuser les textes régissant le SSN, les SDS, les PSN, les RSN, les rapports des sessions du CNS, ainsi que les publications des structures du SSN, les bases de données existantes, les concepts et méthodes du SSN ainsi que des modules des formations organisées dans le cadre du SSN.

Enfin, concernant l'INSD, les principales activités ont concerné l'adoption d'une politique de diffusion, d'une stratégie de communication et d'une charte graphique, ainsi que l'élaboration de mailing listes pour informer les utilisateurs de la disponibilité de nouvelles publications.

Tableau 2

Domaines d'intervention des projets sur les systèmes de statistiques administratives

Appui à la création et à la mise en place de systèmes d'information		Appui à l'amélioration de systèmes d'information	
Justice	Action sociale	Enseignement préscolaire	Enseignement primaire
Économie et finances	Commerce	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur
Industrie	Mines	Environnement	Eau et assainissement
Énergie	Sécurité	Ressources animales	Culture
État civil	Habitat et urbanisme	Transports	Tourisme
Marché du travail			

Tableau 3

Opérations statistiques ayant bénéficié d'un appui méthodologique des projets

Recensement général de la population et de l'habitation	Enquête post censitaire de couverture du RGPH
Recensement général de l'agriculture	Enquête nationale sur le cheptel
Enquête sur le travail des enfants	Enquête nationale sur la main d'œuvre dans le secteur formel
Indice des prix à la production industrielle	Indice du chiffre d'affaires
Étude sur la durée d'obtention d'un premier emploi par les sortants des institutions de l'enseignement supérieur	Enquête permanente auprès des établissements touristiques d'hébergement
Recensement des intervenants dans le secteur des mines	Estimation des stocks céréaliers des commerçants
Échantillonnage des marchés publics	Statistiques des entrées et sorties aux frontières terrestres et ferroviaires
Collecte de données des bureaux privés de placement de travailleurs	Évaluation des prix du transport de marchandises
Couverture statistique des grandes manifestations culturelles	Enquête sur la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles
Projections démographiques sous-nationales	

Utilisation des statistiques

Face au constat d'une demande de statistiques très insuffisante, les projets européens ont mis en œuvre des

activités visant une amélioration progressive de l'utilisation des statistiques dans la prise de décisions.

La principale activité a consisté en une formation massive d'utilisateurs potentiels de données statistiques. Vingt domaines statistiques ont été

publiées dans les annuaires statistiques en se basant sur des indicateurs, des graphiques, des cartes et des commentaires.

¹⁶ Voir le site web du CNS pour l'ensemble des publications et bases de données : <http://cns.bf/>

couverts (voir la liste dans le tableau 5 en annexe) à travers 120 sessions de formation rassemblant 2 920 participants. La sensibilisation à l'utilisation des statistiques a également été appuyée à travers la large diffusion d'un film documentaire « Raconte-moi les statistiques »¹⁷ et d'un journal d'informations¹⁸.

Dans ce domaine, le principal utilisateur des statistiques a été privilégié, à savoir la structure en charge de la mise en œuvre des deux derniers référentiels nationaux de développement : la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) pour la période 2011 à 2015 et le Plan national de développement économique et social (PNDES) pour la période 2016 à 2020. Les deux derniers projets ont appuyé la production des documents suivants : (i) Données historiques des indicateurs de la SCADD et des OMD ; (ii) Métadonnées des indicateurs de la SCADD et des OMD ; (iii) Données historiques des indicateurs du PNDES ; (iv) Métadonnées des indicateurs du PNDES. Lors du quatrième projet, une plateforme de suivi des indicateurs, des réformes et des investissements du PNDES a été élaborée et mise en ligne¹⁹.

Encadré 1 : Mise en place d'un système d'information statistique performant et pérenne au ministère de la Justice

Le projet d'Appui au renforcement des capacités statistiques (ARCS) a apporté son assistance à la direction des études et de la planification (DEP) du ministère de la Justice qui avait en son sein un service de l'informatique et des statistiques. Une équipe technique pluridisciplinaire ad hoc a été mise en place qui comprenait des magistrats, des greffiers, des informaticiens et des statisticiens issus des directions techniques du ministère.

La démarche a consisté dans un premier temps à réaliser en février 2007 un diagnostic du système d'information existant et à proposer un programme d'amélioration avec la mobilisation d'une expertise de courte durée du ministère français de la Justice. Le constat général a été l'absence d'une production de statistiques fiables dans le domaine judiciaire et administratif malgré une bonne tenue des registres.

Suite au diagnostic, un programme d'amélioration progressive a été adopté avec la réalisation d'un historique des statistiques judiciaires et pénitentiaires de 2000 à 2006 en instaurant un dispositif et des outils de collecte de données sur chaque matière (civile, commerciale, administrative, pénale, etc.) de chaque type de juridiction selon sa compétence. Le principe était, pour chaque juridiction et chaque matière, de recueillir des données sur l'enrôlement des affaires, d'une part, et les caractéristiques des jugements effectués d'autre part. Dans le domaine pénitentiaire, il s'agissait de recueillir des données sur la capacité d'accueil et l'occupation des

maisons d'arrêt, le statut et les caractéristiques de la population carcérale ainsi que les durées et les motifs de détention.

Après la validation de la méthodologie et des outils de collecte, les responsables des greffes des juridictions et des maisons d'arrêt qui allaient assurer ou superviser le dépouillement des registres et le remplissage des questionnaires ont été formés. La première campagne de collecte de données a été réalisée simultanément par deux équipes multidisciplinaires de trois cadres centraux qui se sont rendus dans toutes les juridictions et toutes les maisons d'arrêt pour contrôler et récupérer les questionnaires remplis par les équipes locales. Le traitement informatique a suivi avec la conception d'une base de données Access calquée sur les questionnaires, puis la saisie des questionnaires et l'élaboration des requêtes d'apurement et de tabulation des résultats.

Une deuxième mission de court terme a permis en octobre 2007 d'appuyer la conception des outils de diffusion des résultats : un annuaire statistique du ministère de la Justice et une note d'analyse baptisée « Tableau de bord de la Justice ». Les publications ont été finalisées en février 2008.

La deuxième campagne de collecte des données en 2008 a été plus légère à organiser car le dispositif et les outils étaient déjà en place. Un élargissement du champ de collecte a été opéré, en particulier par rapport aux durées des procédures. Cette deuxième campagne a été accompagnée un peu moins intensément par le projet ARC-SSN.

Le dispositif a ensuite été pérennisé par une internalisation complète de tout le processus. L'annuaire statistique du ministère de la Justice et le tableau de bord de la Justice sont publiés chaque année depuis 2007 avec des améliorations pour s'adapter aux évolutions de l'organisation et de la carte judiciaire du pays.

En outre, plusieurs pays de la sous-région se sont inspirés de ce modèle et produisent également des annuaires statistiques similaires.

Amélioration de la qualité

La démarche qualité a été progressivement mise en œuvre durant les projets à travers des formations et la rédaction de rapports qualité sous forme d'auto-évaluations par les structures nationales dans les domaines tels que l'enquête auprès des ménages, l'enquête permanente agricole, le système d'information sur le marché des céréales, l'indice harmonisé des prix à la consommation, les systèmes d'informations statistiques sectoriels, etc. L'INSD a aussi été appuyé pour l'élaboration d'un cadre d'assurance qualité et des projets de manuels de procédures techniques afin de mieux formaliser les pratiques professionnelles. Enfin, des métadonnées des

¹⁷ Le film documentaire « Raconte-moi les statistiques », d'une durée de trente minutes, présente peu d'interviews mais surtout les méthodes pratiques de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques. Il a été diffusé lors des ateliers organisés par le projet et à la télévision nationale à plusieurs reprises en français et en trois langues nationales.

¹⁸ Dans le cadre du projet PAGPS, l'INSD a produit un journal d'informations statistiques pour le SSN dénommé « Journal Burkinabè de la Statistique » afin de vulgariser les

résultats d'opérations statistiques et de promouvoir la culture statistique. Ce journal comprend six rubriques : Éditorial ; Actualités ; Comprendre ; Découvertes ; Chiffres/résultats ; Portrait.

¹⁹ La plateforme est accessible à l'adresse : pndes.net

indicateurs ont été élaborés pour les domaines suivants : enseignement primaire, emploi et formation professionnelle, enseignements secondaire et supérieur, travail et sécurité sociale, santé, agriculture, justice et ressources animales.

Formation

La formation/action a été la méthode de formation privilégiée par les projets. Elle a consisté à former les cadres des structures nationales en les accompagnant tout au long de l'activité jusqu'au résultat final.

De nombreuses formations classiques ont cependant aussi été organisées. Outre les formations à l'utilisation des statistiques et les formations incluses dans les ateliers techniques, 308 ateliers de formation ont été organisés pour 9 337 personnes. Ces formations portaient sur des thèmes de base (statistique, informatique), mais également sur la préparation de collectes de données, l'apurement et la tabulation des données, les systèmes d'information géographiques, l'élaboration de publications, les logiciels statistiques, etc. (voir liste dans le tableau 6 en annexe).

Le quatrième projet a également mis l'accent sur la formation initiale. Dans le cadre de la mise en place d'une école supérieure de statistique du type « Réseau des écoles de statistique africaines » (RESA) souhaitée par les autorités burkinabè pour accroître l'effectif des statisticiens dans le SSN, une étude de faisabilité de l'initiative a été réalisée afin de définir le format et les curricula de l'école. Cette initiative s'est concrétisée par la mise en place de cycles de Licence et de Master en statistique à l'Institut supérieur des sciences de la population de l'Université Joseph Ki-Zerbo (JKZ) de Ouagadougou à la rentrée académique 2021/2022.

Evaluation des quatre projets

Impacts des projets par domaine

A la suite de la présentation des nombreuses activités réalisées à travers l'appui européen dans le domaine statistique au Burkina Faso, ce chapitre tente d'évaluer leur impact et leur pérennité même si le recul peut être jugé insuffisant, au moment de l'écriture de cet article, notamment pour ce qui concerne le dernier projet engagé.

Dans le domaine institutionnel, de nombreuses réalisations résultant notamment de l'appui européen peuvent être mises en exergue : (i) la nouvelle Loi statistique a été adoptée en décembre 2021 et ses textes d'application sont en cours de mise en place ; (ii) le Fonds national de développement de la statistique a

reçu ses premières contributions pour l'organisation du cinquième RGPH²⁰ ; (iii) la définition de l'ensemble des postes de travail des statisticiens et démographes est partiellement utilisée au niveau de l'ensemble des structures du SSN. Ces réalisations ont vocation à perdurer. La principale réforme qui n'a pas connu d'avancée au-delà des études initiales est celle de la gestion centralisée du personnel statisticien du SSN. Les autorités burkinabè ne se sont pas encore saisies de cette réforme importante, qui représente pourtant une solution à la rareté des statisticiens expérimentés dans les structures sectorielles et à l'absence de plan de carrière pour le personnel statisticien du SSN. Les raisons essentielles de cet échec sont de deux ordres : d'abord la complexité de sa mise en œuvre, qui nécessite un changement de statut de l'INSD afin de lui permettre de pouvoir recruter des statisticiens qu'il peut par la suite affecter dans d'autres administrations ; ensuite, le portage insuffisant de ce dossier par le CNS après la suppression du SP-CNS, combiné au contexte non favorable à la création de statuts particuliers dans l'administration burkinabè après l'insurrection de 2014 et la prolifération de revendications corporatistes du même type.

Une autre activité institutionnelle prévue, de moindre importance, qui n'a pas pu être réalisée est la mise en place, pour le SSN, d'un cadre de coordination des Partenaires techniques et financiers (PTF). Un tel cadre permettrait en effet aux partenaires de conjuguer leurs efforts dans le soutien au SSN et d'éviter des appuis redondants dans certains domaines alors que d'autres sont délaissés. L'existence d'une sous-structure similaire pour l'ensemble du secteur de l'économie et des finances dans le cadre de la Troïka des PTF²¹ rend difficile le plaidoyer de cette réforme ainsi que les agendas particuliers des PTF.

Sur le domaine de la réforme des systèmes statistiques nationaux en Afrique sub-saharienne, l'article de Diop et Soulé, dans ce même numéro, permet de donner une vision d'ensemble des enjeux et perspectives et fait un focus sur les cas du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire à titre de comparaison.

Dans le domaine de la coordination statistique, le fonctionnement du CNS pour l'organisation des sessions et des réunions des commissions spécialisées ainsi que pour la production des schémas directeurs de la statistique, des programmes statistiques nationaux et des rapports statistiques nationaux a fortement été soutenu. Les activités se sont poursuivies au-delà de l'appui et le CNS du Burkina Faso est, en 2022, le plus fonctionnel et un des plus performants des pays d'Afrique sub-saharienne. La création du site web du

²⁰ Le 5^{ème} RGPH a été réalisé du 16 novembre 2019 au 15 décembre 2019.

²¹ La Troïka est un cadre de concertation des PTF présents au Burkina Faso. Elle a été créée pour mieux organiser et

rendre plus efficaces la collaboration et les échanges avec le gouvernement dans la mise en œuvre des politiques publiques appuyées par les PTF. Elle rencontre annuellement le gouvernement et lui fait part de ses principales préoccupations.

CNS a par ailleurs eu un impact important en termes d'accès aux données statistiques même si son animation, actuellement réalisée, n'est pas encore totalement assurée à moyen terme.

Dans le domaine de la production statistique, l'appui européen a surtout permis d'étendre la production statistique au niveau des services statistiques sectoriels. En 2005, des systèmes d'information statistique sectoriels existaient uniquement aux niveaux de l'enseignement primaire et de la santé. En 2021, ils ont été créés ou améliorés et produisent des résultats dans la quasi-totalité des domaines (agriculture, industrie, mines, commerce, transports, éducation, santé, sécurité alimentaire, emploi, justice, sécurité, etc.). La question de la pérennité de ces activités et de leur impact se pose toutefois, même si actuellement ces systèmes d'information fonctionnent quasiment sans appui. Il convient par ailleurs de souligner qu'un financement minimal national existe pour la production des statistiques administratives sectorielles, ce qui reste relativement rare dans les pays d'Afrique subsaharienne et peut être en partie lié aux résultats obtenus avec l'appui des projets. En revanche, au niveau de l'état civil, si initialement les appuis avaient permis de produire un annuaire²², sa réédition semble compromise. Ceci peut s'expliquer notamment par : (i) la lourdeur du système de transmission depuis les nombreux centres d'état civil (en rappel, les systèmes d'information de l'éducation et de la santé ont mis de nombreuses années pour être opérationnels) ; (ii) la faiblesse de l'organisation du système d'état civil et des déclarations des faits d'état civil (le statut des agents d'état civil n'est pas formel) ; (iii) l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières affectées aux statistiques d'état civil (la Direction générale de la modernisation de l'état civil (DGMEC) en charge des statistiques de vie n'a pas de cadre supérieur statisticien) ; (iv) l'insuffisante collaboration entre la DGMEC et l'INSD. On peut toutefois pointer que ces difficultés ne sont pas spécifiques au Burkina Faso et se révèlent être une activité compliquée à faire progresser dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne pour des raisons historiques et socio-politiques.

Enfin, certaines activités budgétées par les projets n'ont pas été réalisées, notamment l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel de 2015 et l'Enquête nationale sur le cheptel. Les raisons sont liées au retard accusé par les structures dans la mobilisation des moyens complémentaires mais également à la complexité de certaines procédures de l'UE, en particulier dans le cadre des devis programmes. Ces

deux enquêtes ont cependant été réalisées plus tardivement avec d'autres financements.

L'appui à la diffusion est certainement le domaine pour lequel le projet a eu le plus d'impact. En 2005, au Burkina Faso, les seuls annuaires statistiques publiés, avec généralement du retard, étaient ceux de l'INSD, de l'enseignement de base et de la santé et il n'existait pas de tableaux de bord. En 2021, en plus de l'annuaire de l'INSD, 34 annuaires sectoriels sont publiés ainsi que 29 tableaux de bord. Ces activités sont maintenant réalisées quasiment sans appui et pourront être pérennisées. La création du site web du CNS et son actualisation régulière durant les projets ont permis de diffuser l'ensemble de ces publications ainsi que des bases de données sectorielles. La poursuite de l'actualisation du site par l'INSD doit cependant être assurée (voir ci-dessus).

Dans ce domaine de la diffusion, certains résultats attendus n'ont cependant pas pu aboutir avec l'insuffisance, voire l'absence de diffusion de statistiques sur les sites ministériels ainsi que l'insuffisante diffusion de bases de données.

L'utilisation des statistiques reste toujours un défi important au Burkina Faso, à l'instar de l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Sur ces questions, l'appui européen a permis de nombreuses avancées à travers notamment des formations à l'utilisation des statistiques et des outils de sensibilisation pour un grand public (agents des ministères et structures décentralisées, médias, chercheurs, syndicalistes, membres de partis politiques, cadres des ONG, chercheurs, autres acteurs de la société civile, etc.). Par ailleurs, les appuis apportés à la structure en charge de la mise en œuvre du référentiel national de développement pourront être utilisés pour le suivi des prochains référentiels. On déplore toutefois, en termes d'impact, le peu d'appropriation et la sous-utilisation des outils (notamment la plateforme pour faciliter le suivi des indicateurs, des réformes et des investissements du PNDES) mis en place pour le Secrétariat permanent du PNDES qui s'explique principalement par une insuffisance de ressources humaines statisticiennes au niveau de la structure.

Ainsi, même si les projets ont contribué à des améliorations dans l'utilisation des statistiques au Burkina Faso, ce domaine demeure un important chantier pour les années à venir.

La mise en œuvre de la démarche qualité a été initiée au Burkina Faso avec l'appui des projets européens. Les outils élaborés dans ce cadre, au niveau de l'INSD

²² Les travaux du quatrième projet ayant abouti à l'annuaire statistique ont fait suite à ceux du troisième projet qui, après une étude et un exercice pilote dans une région (celle de l'Est), avait défini un système d'information et mis en place des outils de collecte devant permettre une remontée par voie administrative des fiches de collecte à saisir et à être

exploitées grâce à une collaboration entre l'INSD et la DGMEC. Ce dispositif n'a pas fonctionné et le quatrième projet a dû financer une collecte ad hoc pour permettre l'élaboration de l'annuaire statistique.

et de certaines structures statistiques sectorielles, pourront permettre la poursuite de la mise en œuvre de la démarche qualité. Toutefois, la généralisation espérée de la démarche qualité dans la plupart des structures du SSN est toujours attendue. Même si les structures productrices intègrent de plus en plus des éléments de la qualité dans leurs processus de production (préparation *ex ante* des méthodologies, tests d'outils, transparence, diffusion des données, etc.), peu de structures ont véritablement initié des activités de mise en œuvre de la démarche qualité. Durant les cinq dernières années, une seule structure (Ministère en charge de la justice) a poursuivi la démarche en élaborant un nouveau rapport sur la qualité de ses données. L'INSD a cependant élaboré un cadre d'assurance qualité et des projets de manuels techniques associés, et, le Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement a initié son premier rapport qualité. Cette activité tarde à rentrer dans les habitudes car elle n'est pas perçue comme une priorité par les structures qui s'efforcent avant tout de produire des statistiques et ne dégagent pas suffisamment de ressources pour le suivi de la qualité.

Enfin, en ce qui concerne la formation, on peut souligner la création du cycle de formation supérieure en statistique à l'Université JKZ de Ouagadougou déjà cité, dont les études de faisabilité ont été appuyées par le quatrième projet européen et qui permettra d'assurer la formation d'un grand nombre de cadres supérieurs statisticiens burkinabè.

Du point de vue de la formation continue, les nombreuses formations organisées ont touché un public important (plus de 9 300 agents du SSN, statisticiens et non statisticiens) et seront certainement utiles dans le cadre des travaux statistiques au niveau de l'INSD et des structures statistiques sectorielles même s'il est compliqué d'en mesurer l'impact véritable. Pour l'avenir, la disponibilité de tous les modules de formation sur le site web du CNS doit également permettre aux agents du SSN de les répliquer ou de s'auto-former²³.

Facteurs de réussite des appuis

D'une manière générale, les conditions de réussite ont été favorables durant la période des projets au Burkina Faso. Au sein de la Délégation de l'Union européenne, les responsables en charge des projets avaient une connaissance assez solide du domaine de la statistique publique et étaient motivés par la réussite du projet. Dans les bureaux d'études en charge des projets, le souci d'efficacité pour l'obtention de résultats a été privilégié et des efforts importants ont été réalisés pour alléger les procédures administratives. Dans les

structures bénéficiaires (l'INSD, le SP-CNS et l'ensemble des structures du SSN), la mise en œuvre des activités a été facilitée par une bonne identification des besoins en amont ainsi, que par une forte motivation et implication aussi bien des responsables que des agents des structures.

Le choix d'un des domaines d'intervention (les statistiques sectorielles) a été également un facteur important de réussite des projets. Les informations administratives sectorielles collectées annuellement sont indispensables au suivi des programmes et politiques de développement aux niveaux national et sectoriel. Les enquêtes et recensements produisent des informations utiles mais avec une périodicité bien plus grande et avec aussi souvent des méthodologies variables qui ne permettent pas la rigoureuse comparaison des données. La production de statistiques économiques de synthèse repose aussi sur des statistiques sectorielles de base dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des mines, du commerce, des transports, etc. De même, la production régulière de statistiques fiables dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'emploi, de la justice, de la sécurité est aussi indispensable pour le suivi du développement social d'un pays. Les informations produites dans le domaine des statistiques sectorielles avec l'appui des projets ont donc été directement utilisées au niveau national, ce qui n'est pas le cas de toutes les statistiques produites avec l'appui de projets ou d'institutions.

L'obtention rapide de premiers résultats concrets a par ailleurs permis de maintenir un niveau de motivation sur toute la période des projets, pourtant relativement longue. En outre, l'appui à des structures n'ayant jusque-là pas ou très peu bénéficié d'appui projets et ne cumulant pas les appuis pendant la période du projet a également été déterminant pour le bon déroulement des activités. Les agents des structures bénéficiaires ont ainsi, d'une manière générale, participé aux activités de manière active et continue. Enfin, les travaux ont été rendus plus aisés par la solide qualification en statistique de certains cadres nationaux²⁴, qu'on ne retrouve pas toujours dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne.

Le mode de fonctionnement de l'assistance technique des projets européens a certaines spécificités qui ont également permis d'obtenir de bons résultats. Les effectifs de l'assistance technique permanente ont varié de trois à huit experts selon les projets (ou durant les phases d'un même projet) et se sont ainsi adaptés rapidement aux besoins. L'installation, pour la plupart des assistants techniques, au sein même des structures bénéficiaires a permis une bonne intégration et un

²³ Pour la liste des formations, voir le site web du CNS <http://cns.bf/formations.html>

²⁴ Historiquement, de nombreux burkinabè suivent des études d'ingénieurs statisticiens dans les écoles du RESA, gage de qualité et de capacité à produire des statistiques publiques. Parmi eux certains sont recrutés par le SSN.

meilleur suivi des activités. Enfin, le mode de recrutement de l'expertise de court terme, basé sur des critères de compétence et validé par les structures bénéficiaires, a permis de bénéficier d'une expertise de haut niveau et adaptée au contexte national.

On peut également souligner les modalités de fonctionnement de l'assistance technique comme un facteur de réussite des projets. Pour la mise en œuvre d'un nouveau système d'information par exemple, l'activité débutait généralement par une mission d'expertise de court terme pour faire le bilan de l'existant et définir le système d'information. Les assistants techniques permanents formaient ensuite les cadres de la structure concernée tout en mettant en œuvre le système d'information jusqu'à la production, la validation et la diffusion des publications.

On peut enfin préciser que, pour le rapportage des projets, outre les éléments traditionnels, chaque rapport comprenait également une archive documentaire numérique regroupant l'ensemble de la documentation des activités du projet (publications du SSN, outils techniques élaborés dont les modules de formation, rapports des réunions techniques et des formations, rapports des missions d'assistance technique, rapports de suivi du projet, etc.).

Conclusion

Les quatre projets d'appui de l'UE ont permis au SSN burkinabè d'obtenir des résultats concrets au cours de leur exécution de 2005 à 2021. Au niveau institutionnel, les textes réglementant les activités statistiques ont été actualisés à deux reprises et le Fonds de développement de la statistique a été créé. Au niveau de la coordination statistique, le CNS fonctionne normalement avec l'organisation régulière de sessions, une programmation régulière des activités statistiques à l'aide des SDS, PSN et RSN et l'élaboration d'outils de coordination (Répertoire des structures, Recueil des concepts, définitions, indicateurs et méthodologies). Le champ de la production statistique s'est considérablement étendu notamment en ce qui concerne les statistiques administratives sectorielles, éléments essentiels au suivi régulier des politiques et programmes de développement. La diffusion statistique a également été améliorée, à travers notamment la production d'annuaires statistiques et de tableaux de bord dans quasiment tous les domaines économiques et sociaux et leur diffusion accompagnée de bases de données. L'utilisation des statistiques a progressé au Burkina Faso bien que cela reste difficile à mesurer. La formation massive de potentiels utilisateurs de statistiques dans de nombreux domaines et le fort appui au suivi des référentiels nationaux de développement y ont certainement contribué. La mise en œuvre de la démarche qualité dans de nombreux domaines a été initiée au cours de ces projets mais reste à intensifier.

Enfin, les agents du SSN ont bénéficié de nombreuses formations dans les différents domaines statistiques et informatiques à partir d'une méthodologie formation/action.

En dépit des nombreux résultats obtenus, certains échecs sont à observer. La gestion centralisée du personnel statisticien du SSN n'a pas été initiée malgré les études réalisées. La production des statistiques de l'état civil est loin d'être pérenne malgré la production d'un premier annuaire statistique. La systématisation de la gestion de la qualité par la plupart des structures du SSN n'est pas encore réalisée. Ces échecs sont expliqués dans l'article ; ils sont généralement dus à l'insuffisance des ressources humaines et financières allouées au niveau national et à la perception de certains décideurs qui jugent les activités statistiques non prioritaires. La sensibilisation des décideurs publics et le plaidoyer sur l'utilité de la statistique doivent se poursuivre afin que soient mis en place les instruments recommandés au niveau international pour une meilleure perception et un meilleur financement de la statistique par des moyens propres aux pays comme la mise en place des fonds nationaux de développement de la statistique.

Concernant la pérennité des résultats, l'évaluation reste difficile, en raison notamment du manque de recul (le dernier projet s'est terminé en 2021). Il est cependant incontestable que de très nombreuses activités initiées lors des trois premiers projets se poursuivent sans assistance technique ou financière.

La relative réussite de ces projets est liée à différents facteurs analysés dans l'article, qui sont principalement : (i) le choix des domaines d'intervention du projet ; (ii) une implication des acteurs et une volonté de résultats (iii) l'absence ou le peu de collusion de projets d'appui concomitants accaparant les agents burkinabè (iv) l'obtention rapide de premiers résultats afin de maintenir un niveau d'implication tout au long des projets (v) les modalités et le fonctionnement de l'assistance technique européenne, à la fois flexible et « poussée » en ce qui concerne le rapportage et (vi) une part non négligeable des ressources humaines ayant un niveau solide en statistique dans les institutions bénéficiaires. Ces éléments ne sauraient être des facteurs systématiques de réussite pour une meilleure efficacité de l'aide publique au développement et sont identifiés dans un contexte spécifique. Toutefois, ce retour d'expérience riche, de près de 16 ans d'appui dans le domaine statistique dans un pays d'Afrique sub-saharienne, permet d'identifier des bonnes pratiques et des facteurs de succès comme d'échecs pour tenter d'améliorer l'efficacité et la redevabilité de ce type d'appui.

Références bibliographiques

Banque mondiale (2012), « L'évolution de l'appui à la statistique en Afrique : l'exemple de la Banque mondiale », allocution de la Banque mondiale à l'Atelier régional de Paris21 pour les pays francophones d'Afrique, septembre 2012.

Bedecarrats F., Cling, J.-P. et Roubaud, F., dir. (2016), « Gouverner par les nombres en Afrique », dossier spécial *Afrique contemporaine*, N° 258(2), Décembre.

Commission de l'Union africaine, Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, Banque africaine de développement et Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (2017), « Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique, SHaSA 2, 2017-2026 ».

Commission européenne (2013), « Guide de la statistique de la coopération au développement de la Commission Européenne », *Eurostat Méthodologies et Working papers*, 2^{ème} édition.

Diop, L. et Soulé, M. (2023), « La réforme des systèmes statistiques nationaux d'Afrique subsaharienne : une symphonie inachevée », *Statéco*, n°117.

IRG-C (2015), « Évaluation stratégique de la coopération entre la France et l'Afrique dans le domaine statistique », mars 2015, Paris.

Paris21 (2022), « A Wake-Up Call to Finance Better Data », *PARIS21 Partner Report on Support to Statistics 2022*, OCDE, Paris.

Roubaud (2000), « Le projet Madio à Madagascar. Objectifs, démarche, résultats », *Statéco* n°95-96-97.

Roubaud (2000), « Les raisons du succès du projet Madio et les perspectives pour les années à venir », *Statéco* n°95-96-97.

Annexes

Tableau 4

Modes de diffusion des données administratives sectorielles par domaine

Domaine	Annuaire	Tableau de bord	Base de données sur Web	Archive documentaire
Global national	X			X
Global régional	X	X		
Global Gouvernance		X		
Population et territoires				
Administration du territoire	X	X		
Décentralisation	X	X		
Environnement	X			
Etat civil	X			
Infrastructures	X	X		
Emploi et revenus				
Action sociale	X	X	X	X
Emploi et formation professionnelle	X	X	X	X
Fonction publique	X	X	X	X
Travail et sécurité sociale	X	X	X	X
Conditions de vie et société				
Culture et tourisme	X	X	X	
Eau et assainissement	X	X	X	
Éducation non formelle	X	X		
Enseignement préscolaire	X		X	X
Enseignement primaire	X	X	X	X
Enseignement secondaire	X	X	X	X
Enseignement supérieur	X	X	X	X
Femme et genre	X	X	X	
Habitat et urbanisme	X	X		
Justice	X	X	X	X
Santé	X	X	X	X
Sécurité	X	X	X	
Sports et loisirs	X	X		

Domaine	Annuaire	Tableau de bord	Base de données sur Web	Archive documentaire
Économie et finances				
Économie et finances	X	X	X	X
Trésor et comptabilité publique	X	X		
Système productif				
Agriculture	X	X	X	X
Commerce	X	X	X	
Commerce extérieur	X	X		
Énergie	X	X		
Industrie	X	X	X	
Mines et carrières	X	X	X	
Prix agricoles	X	X		
Recherche scientifique	X	X		
Ressources animales et halieutiques	X	X	X	X
Transports	X	X	X	

Tableau 5

Liste des domaines de formation des utilisateurs de statistique

Des chiffres pour être compris	Comment collecter les données statistiques ?
Statistiques de la pauvreté	Statistiques décentralisées
Statistiques de l'éducation	Statistiques de la santé
Statistiques des prix à la consommation	Statistiques de la justice
Statistiques démographiques	Statistiques de l'eau et de l'assainissement
Statistiques du genre	Statistiques de sécurité alimentaire
Statistiques d'entreprises	Statistiques sur l'emploi
Statistiques sur l'environnement	Statistiques des transports
Statistiques du tourisme	Statistiques sur l'énergie
Statistiques de la sécurité	Utilisation technique des statistiques

Tableau 6

Liste de thèmes de formation

Statistique descriptive	Statistiques sectorielles	Collecte de données sectorielles
Contrôle de données sectorielles	Sondage	Techniques d'enquête CAPI
Élaboration de tableaux de bord	Qualité en statistique	Système d'information géographique
Access	Excel	Word avancé
CSPRO	SPSS	Logiciel R
Apurement des données	Autres applications	